

La préoccupation sécuritaire

Les CVS demandent aux enquêtés de choisir dans une liste *le problème le plus préoccupant dans la société française*. Sur la période observée, la domination du chômage a été écrasante ; en 2021, elle chute à son point bas ; la pauvreté se replie également et ces deux préoccupations ‘sociales’ se trouvent maintenant dans des ordres de grandeur comparables. A partir de 2015, la montée fulgurante de l’inquiétude suscitée par le terrorisme avait entraîné un repli relatif des autres sujets de préoccupation. Cette évolution est due à la forme de la question qui oblige à choisir *le problème le plus préoccupant*. En 2021, toutefois, la préoccupation pour le terrorisme est retombée pour la première fois en deçà de son niveau de 2015 tout en restant bien au-dessus des valeurs observées jusqu’en 2014. En revanche, l’inquiétude pour la délinquance double entre 2019 et 2021 ce qui la situe à un niveau jamais atteint au cours de la période observée.

De leur côté, les enquêtes franciliennes demandent quel est, parmi une liste de problèmes auxquels est confrontée la société française, celui dont *le gouvernement devrait s’occuper en priorité à l’heure actuelle*. Par ailleurs, elles proposent une liste de problèmes moins longue que celle des enquêtes nationales. Depuis l’enquête réalisée en 2017, l’IPR a introduit une nouvelle question sur l’importance à accorder au terrorisme : 22% des Franciliens enquêtés se déclarent *tout à fait d’accord* et 41 *plutôt d’accord* pour dire qu’il s’agit de la première priorité pour le gouvernement. Mais comme le terrorisme a été mentionné dans une nouvelle question au lieu d’être intégrée dans celle sur toutes les préoccupations, cette poussée n’a pas entraînée une érosion mécanique des autres problèmes analogue à celle observée dans l’enquête nationale.

Pour autant, à l’échelle nationale comme à celle de l’Île-de-France, les évolutions des préoccupations sont remarquablement parallèles. Si l’on s’attache maintenant aux ordres de grandeur, ils sont comparables, aux deux échelles géographiques observées, pour la préoccupation sécuritaire (concernant la délinquance) tandis que les problèmes sociaux (chômage et pauvreté) atteignent en Île-de-France des niveaux nettement plus importants que dans l’ensemble de la France métropolitaine.

Tableau 6 : *Problème le plus préoccupant dans la société française actuelle (%)*, 2001-2021

	délinquance	chômage	pauvreté	terrorisme
CVS 2007	15,0	29,7	17,4	5,0
CVS 2008	13,4	26,5	21,4	4,6
CVS 2009	10,2	40,0	19,7	3,3
CVS 2010	13,4	40,7	18,9	2,7
CVS 2011	16,4	36,2	19,0	4,0
CVS 2012	13,4	41,3	19,4	3,2
CVS 2013	12,8	49,7	14,6	4,0
CVS 2014	13,7	46,7	15,2	2,5
CVS 2015	9,6	38,3	12,0	18,1
CVS 2016	7,2	31,0	10,5	30,7
CVS 2017	8,7	23,2	12,7	32,3
CVS 2018	9,9	18,4	15,4	29,5
CVS 2019	10,0	16,1	19,0	19,9
CVS 2020	--	--	--	--
CVS 2021	20,0	12,1	14,0	13,1
Île-de-France 2001	39,2	24,6	25,9	
Île-de-France 2003	27,8	37,5	27,4	
Île-de-France 2005	19,4	37,1	33,0	
Île-de-France 2007	18,5	37,9	32,9	
Île-de-France 2009	12,7	40,6	40,1	

	délinquance	chômage	pauvreté	terrorisme
Île-de-France 2011	18,0	46,1	30,8	
Île-de-France 2013	13,3	56,7	26,2	
Île-de-France 2015	18,7	55,1	22,1	
Île-de-France 2017	15,3	44,1	31,6	62,5
Île-de-France 2019	15,4	31,0	40,3	52,4
Île-de-France 2021				

Sources : INSEE, IPR

Champ : variable selon les enquêtes

Avec une interrogation très différente, les enquêtes Agoramétrie – qui ont duré, avec quelques interruptions, de 1977 à 2004 – avaient conduit à situer la proportion des ‘très préoccupés’ par l’insécurité dans un ordre de grandeur, en tendance très stable, d’environ un sixième des enquêtés¹. Un sondage *Figaro-SOFRES* avait également permis d’observer que des bouffées de préoccupation sécuritaire liées à des événements très dramatisés étaient ensuite suivies d’un retour plus ou moins rapide à l’ordre de grandeur habituel.

Si on replace la baisse continue de la préoccupation envers la délinquance observée depuis le début du siècle dans ce contexte plus long, elle apparaît alors comme un lent retour à l’ordre de grandeur habituel après une forte poussée de fièvre sécuritaire au tout début du siècle.

Finalement les résultats des enquêtes nationales et franciliennes de victimation sont donc compatibles avec l’état des savoirs sur la préoccupation sécuritaire dans la société française, chronique depuis un tiers de siècle.

Après les attentats terroristes de janvier 2015, le sondage réalisé pour la Commission nationale consultative des droits de l’homme (CNCDDH) en mars montre bien une poussée de l’inquiétude pour le terrorisme, mais cette montée n’atteint pas la préoccupation sécuritaire pour la délinquance. Même leçon dans les enquêtes : la préoccupation pour le terrorisme qui oscillait depuis 2007 entre 3 et 5 est montée à 32,2 en 2017 avant de retomber à 19,9% en 2019, tandis que la préoccupation pour la délinquance a reflué de 13,8 à 8,7 avant de remonter à 10 en 2019. La flambée des inquiétudes suscitées par les actes terroristes ne contamine donc pas nécessairement la préoccupation sécuritaire générale, du moins quand les enquêtes prennent la précaution d’interroger aussi sur le terrorisme. Il est, au contraire, possible qu’elle en relativise l’importance.

Les enquêtes franciliennes indiquent une forte liaison de la préoccupation sécuritaire avec l’autopositionnement politique (figure 7) ; dans toutes les campagnes de 2001 à 2019, la proportion de ceux qui mettent la délinquance au premier rang est plus forte que la moyenne régionale chez les enquêtés qui se classent à droite et beaucoup plus forte chez ceux qui se situent à l’extrême-droite.

Combiner peurs et préoccupation

Si l’on croise maintenant, dans les enquêtes nationales, la préoccupation et les peurs (au domicile et dans le quartier), on observe pour chaque année d’enquête un certain recouvrement des deux dimensions : ceux qui ont peur sont plus nombreux à être préoccupés que la moyenne des enquêtés et ceux qui sont préoccupés sont plus nombreux à avoir peur. Toutefois, le recouvrement entre peurs est nettement plus marqué que celui entre peurs et préoccupation (tableau 7) ce qui illustre la relative autonomie de ces deux dimensions de l’insécurité. On note, au contraire dans le tableau 7, une certaine articulation entre la peur dans le quartier et celle chez soi.

¹ Robert, Pottier, 2004.

Tableau 7 : Peurs et préoccupation sécuritaire dans les CVS 2007-2021 (%)

		préoccupation délinquance	peur domicile	peur quartier	Échantillon
préoccupation délinquance	2007	-	22,5	24,2	15,0
	2008	-	19,3	23,9	13,4
	2009	-	16,9	19,1	10,3
	2010	-	21,3	26,3	13,4
	2011	-	24,7	27,6	16,4
	2012	-	21,5	24,3	13,3
	2013	-	21,4	23,1	12,9
	2014	-	22,5	24,5	13,8
	2015	-	16,1	19,4	9,8
	2016	-	14,6	14,7	7,3
	2017	-	13,5	15,6	8,7
	2018	-	16,2	17,2	9,8
	2019	-	15,7	17,0	10,0
peur domicile	2007	12,4	-	39,7	8,3
	2008	9,8	-	35,3	6,8
	2009	12,3	-	36,7	7,5
	2010	13,3	-	40,2	8,4
	2011	12,9	-	41,3	8,5
	2012	14,7	-	41,3	9,0
	2013	15,6	-	43,7	9,5
	2014	14,8	-	41,5	9,1
	2015	14,2	-	41,1	8,6
	2016	15,2	-	40,7	7,6
	2017	12,7	-	42,6	8,2
	2018	14,1	-	41,1	8,6
	2019	11,9	-	38,4	7,6
peur quartier	2007	17,8	53,0	-	11,0
	2008	17,4	50,7	-	9,8
	2009	19,6	52,0	-	10,6
	2010	21,2	52,0	-	10,8
	2011	18,5	53,1	-	11,0
	2012	21,4	53,5	-	11,7
	2013	21,3	55,1	-	11,9
	2014	19,9	51,0	-	11,2
	2015	22,1	53,1	-	11,1
	2016	21,3	56,7	-	10,6
	2017	19,7	57,5	-	11,0
	2018	20,9	57,2	-	11,9
	2019	19,6	57,1	-	11,3

Source : INSEE.

Champ : France métropolitaine

Lecture : parmi les personnes préoccupées par la délinquance en 2007, 22,3 % déclarent avoir peur à leur domicile, contre 15 % dans l'ensemble de la population.

De manière assez logique, les victimations qui ont le domicile pour théâtre accroissent la peur chez soi. Quant à la peur dans le quartier, elle est affectée par une large gamme de victimations. En tous cas, l'expérience d'agression augmente les deux sortes de peurs et en

particulier celle dans le quartier. Par contraste, être victime n'accroît que plus modérément la préoccupation sécuritaire, ce qui confirme la relative autonomie de cette dernière à l'égard de l'expérience personnelle.

Une recherche² menée principalement sur les données de l'enquête Agoramétrie avait montré que si peurs et préoccupation coexistent souvent – quoique pas toujours – chez les mêmes enquêtés, ces deux dimensions correspondent pourtant à des paramètres différents. Les peurs dépendent surtout de l'exposition à la délinquance combinée avec la vulnérabilité, physique ou sociale, que l'on ressent ; la préoccupation est surtout liée à l'appréhension de ne pas maîtriser des évolutions, économiques et sociales, grosses de menaces de précarisation.

Une recherche plus récente³ suggère que la victimation varie en Île-de-France selon la localisation géographique : elle atteint son maximum si l'on habite Paris ou sa proche banlieue Nord, elle est moins élevée dans le reste de la région. De surcroît, dans le premier cas, on est plus que proportionnellement exposé à un risque de proximité lié au quartier où l'on vit ; dans l'autre, s'il arrive d'être victime, c'est plutôt loin de sa résidence, au travail ou dans les déplacements. Le sentiment d'insécurité fonctionne différemment : il apparaît surtout lié au rang social. Certes, l'exposition au risque combinée avec des vulnérabilités liées au sexe, à l'âge (les peurs pour les enfants...), à la situation (les transports en commun...) suscite des peurs particulières. Mais ceux qui bénéficient de multiples capitaux – éducatifs, professionnels, financiers – ne présentent guère de fortes crispations sécuritaires : la délinquance ne constitue jamais à leurs yeux qu'un enjeu mineur, qu'ils y soient exposés ou non. Tout au plus observe-t-on une sorte de 'vigilance' rationnelle et des stratégies d'évitement dans les arrondissements de Paris où le risque de victimation est le plus élevé. Le sentiment d'insécurité fleurit plutôt parmi les classes populaires et les petites classes moyennes, mais sous des configurations différentes : peurs et préoccupation sont très élevées dans les banlieues populaires à forte victimation, mais les crispations sécuritaires sont à leur acmé dans la grande banlieue rurbaïne où le risque de victimation est pourtant moins élevé qu'au cœur de la région.

Références

- JARDIN A., PRETECEILLE E., ROBERT PH., ZAUBERMAN R., 2021, Territoires et insécurité en Île-de-France, *Déviante & Société*, 45, 2, 319-355.
- ROBERT PH., POTTIER M.L., 1997, "On ne se sent plus en sécurité". Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies, *Revue française de science politique*, 47, 6, 707-740.
- ROBERT PH., POTTIER M.L., 2004, Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? *Revue française de sociologie*, 45, 2, 211-242.
- ZAUBERMAN R., ROBERT PH., NEVANEN S., BON D., 2013, Victimation et insécurité en Île-de-France. Une analyse géosociale, *Revue française de sociologie*, 4, 1, 111-153.

² Robert, Pottier, 1997 ; voy. aussi 2004.

³ Jardin & al., 2021 ; voir aussi Zauberman & al., 2013.